

La carte Vitale n'a pas le ticket

Lancement officiel hier à Rennes de la remplaçante de la feuille de Sécurité sociale.

Elles arrivent! Les cartes Vitale, destinées à remplacer la bonne vieille carte de Sécu et abolir la feuille de remboursement en papier, envahissent la Bretagne. Au rythme de 70 000 par jour, les 1,2 million d'assurés sociaux des quatre départements de l'Ouest (Finistère, Côtes-d'Armor, Ille-et-Vilaine, Morbihan) en seront rapidement dotés. Le problème c'est que, dans un premier temps tout au moins, ce bout de plastique équipé d'une puce électronique risque de rester au fond des poches. Le Réseau Santé Social (RSS), dont Cégétel a la concession, a beau être

La carte Vitale, selon la Cnam: 4 milliards d'investissements pour 2 milliards d'économie par an

en place depuis un mois, permettant de transmettre informations et feuilles de Sécu électroniques, ce magnifique tuyau reste vide. Explication: le RSS et la carte Vitale sont virtuellement pris en otage au moment de son démarrage, comme lors de n'importe quel conflit de travail. Les pharmaciens, qui transmettent déjà électroniquement des données à la Cnam, refusent d'utiliser le nouveau système. Ils réclament une négociation globale dans laquelle les questions informatiques tiennent peu de place, au contraire des problèmes de marge bénéficiaire des officines que Martine Aubry désire gar-

der le plus serrée possible. Les infirmières libérales et les kinés réclament d'être traités sur un pied d'égalité avec les médecins: ceux-ci ont reçu une aide de 7 000 F pour s'informatiser. Les autres n'ont droit qu'à un prêt remboursable sur trois ans. Et même chez les médecins, la grogne gagne. Seuls la moitié d'entre eux ont accepté d'entrer dans le jeu de Vitale et du RSS. Ingrats, les médecins de Vitry, entièrement équipés par l'assurance maladie dans le cadre d'une expérimentation, réclament que la caisse d'assurance

maladie prenne en charge les frais de transmissions des feuilles de soin informatisées. Rien d'étonnant donc à ce qu'aucun ministre, ni même le président CPDT de la Cnam, Jean-Marie Spaeth, n'ait cru nécessaire de faire le déplacement. Le coup d'envoi de la carte Vitale, organisé dans la banlieue de Rennes, a du coup été limité au strict minimum, alors qu'à la suite des Bretons, l'ensemble des assurés sociaux de France recevront leur carte d'ici à l'été 1999. La direction de la Cnam en espère 2 milliards de francs

d'économie par an, lorsque le dispositif marchera à plein, pour un investissement de 4 milliards. Il permettra à la Cnam de supprimer 8 500 emplois et d'en redéployer 3 000 autres, sur 80 000 agents. «C'est largement gagnant», explique Bertrand Fragonard. Pour réaliser cet objectif, la Cnam est décidée à attendre que les opposants à la carte Vitale plient sous la pression des assurés. «Ils y gagneront en simplicité et rapidité. Et lorsqu'ils exigeront l'utilisation de la carte, les professionnels s'y plieront», explique un proche du dossier.

Cégétel n'a pas l'air aussi patient. Jean-François Deschamps, le directeur général du réseau, n'annonçait hier qu'un seul abonné. Or, le RSS c'est potentiellement 1 milliard de francs de chiffres d'affaire, alors que la filiale de la Générale des eaux en a réalisé 10 en 1997. Elle a donc pris la communication en main. C'est désormais Cégétel qui réunit les médecins à Brest et Saint-Brieuc pour leur vanter les mérites du RSS. Comme s'il avait plus de chances de convaincre que les caciques de la Cnam. **HERVÉ NATHAN**

Comment le trou de la Sécu rapporte de l'argent

Bénéfice de 6,6 milliards pour la Cades.

Le génie français est sans limite, en voici une nouvelle manifestation: le trou de la Sécu qui rapporte de l'argent. Il fallait y penser, le Trésor public l'a fait. En effet, la Cades (Caisse d'amortissement de la dette sociale) vient d'afficher un bénéfice de 6,6 milliards de francs en 1997. Cet organisme public, présenté alternativement comme une caisse à outils, une boîte à idées, voire une boîte de Pandore, est une création du docteur Juppé. La Cades a pris en charge les déficits cumulés de la Sécurité sociale (de 1992 à 1998), soit 330 milliards de francs. Pour boucher le trou, elle emprunte sur les marchés financiers et rembourse petit à petit à l'aide du RDS, une cotisation de 0,5% sur tous les revenus. Dans l'esprit d'Alain Juppé, il fallait que le trou de la Sécu soit clairement identifié, qu'il ne soit pas noyé dans le fatras de la dette publique (d'où la création de la Cades), que son remboursement fasse mal aux assurés (d'où la création du RDS). Mais le remède est moins douloureux que prévu. L'an dernier, la Cades a peu emprunté: pendant quatre mois, elle était suspendue aux décisions du gouvernement Jospin, qui a finalement décidé de conserver et d'utiliser cette boîte à outils. Dans le même temps, avec le retour de la croissance, les recettes du RDS ont grimpé à 25,5 milliards de francs. Pour autant, le bénéfice de 6,6 milliards ne sera pas restitué aux assurés, mais mis en réserve. Car la mission de la Cades devrait durer jusqu'en 2014: d'ici là, la croissance peut s'effondrer, les marchés financiers peuvent kracher, et on n'est jamais trop prudent. Mais si les

bénéfices de la Cades se multiplient, le RDS pourrait être supprimé avant la date fatidique (il est prévu pour durer dix-huit ans). C'est promis, on ne nous referra pas le coup de la vignette auto, cet impôt temporaire devenu permanent. Drôle d'engin, cette Cades. Peut connue en France, elle est une vedette sur les marchés financiers. La revue spécialisée *Euroweek* lui a décerné le titre d'«émetteur le plus remarquable». Les capitaux anglosaxons, asiatiques et moyen-orientaux s'arrachent notre trou de la Sécu. Ils se moquent de la santé des Français mais avalent sans rechigner le «papier» émis par la Cades: ses emprunts sont aussi sécurisés qu'un emprunt d'Etat et rapportent un chouïa plus (0,1% d'intérêt). Même les déclarations tonitruantes de Marc Blondel sur la réforme de la Sécu ne parviennent pas à troubler la sérénité des investisseurs internationaux. Récemment, les dirigeants de la Cades organisaient un «road-show» (une séance de présentation) auprès de dirigeants chinois. Au départ, les responsables de la Sécu ont eu un peu de mal à appréhender ce drôle d'objet: shadok de la finance, la Cades passe son temps à emprunter, rembourser, puis réemprunter. «On avait un peu de mal à se comprendre», admet Benoît Jolivet, président de la Cades et haut fonctionnaire à Bercy. Il se refuse à dire si son ingénierie financière permettra de réduire la facture finale des assurés sociaux, mais tient à souligner qu'une «gestion dynamique de la dette» ne veut pas dire «prise de risques». Rendez-vous au tas de sable, en 2014. **R. L.**



Pour freiner aussi, vous serez le plus rapide.

Distance de freinage ultracourte. L'EBV (répartition électronique de la puissance de freinage), le MSR qui évite les pertes d'adhérence en décélération trop brutale et la nouvelle génération d'ABS vous garantissent une puissance de freinage maximale en toutes circonstances. Fina partenaire de BMW. A partir de 159 500 F*.